

les renseignements supplémentaires qui devaient nous parvenir aujourd'hui. C'est pourquoi j'ai fait, hier soir, la déclaration suivante:

En raison de la décision prise par le gouvernement du Royaume-Uni de dévaloriser de 30 p. 100 la livre sterling et des mesures analogues déjà prises par un certain nombre d'autres pays, le Gouvernement du Canada a prié la Commission de contrôle du change étranger de porter à la connaissance de tous les négociants, de tous les agents autorisés et de la Commission l'interdiction de vendre ou d'acheter des devises étrangères au Canada jusqu'à ce que le cours devant entrer en vigueur au début des opérations le mardi 20 septembre leur soit communiqué par la Commission.

Avant de communiquer aux députés la décision du gouvernement canadien, je tiens à commenter brièvement celle du gouvernement britannique. Il est devenu évident, depuis quelque temps, qu'une révision assez radicale de certaines monnaies était un élément essentiel des rajustements nécessaires à l'équilibre du commerce international. Toutefois, la décision devait venir des pays intéressés. L'initiative que le Royaume-Uni vient de prendre constitue un effort courageux et pratique de la part du peuple anglais, résolu à accomplir sa part des actes qu'exige l'établissement d'une base solide pour ce qui est d'un relèvement réel et durable du commerce mondial.

Depuis la fin de la guerre, nous avons eu à subir de multiples crises du dollar, chacune d'elles menaçant de provoquer la rupture des relations économiques entre les démocraties du monde occidental. Ces crises ont eu leur origine dans les bouleversements économiques généraux et dans les lourdes pertes occasionnées par la guerre. Les députés connaissent bien les mesures coopératives qui ont été prises dans le passé en vue de résoudre ces difficultés. Il y a eu tout d'abord la distribution de secours entreprise par l'UNRRA et par les autorités militaires. Puis il y a eu l'établissement de deux institutions monétaires internationales à Bretton-Woods, suivi de l'octroi, par les États-Unis et le Canada, d'importants prêts et crédits au Royaume-Uni et aux autres pays européens. Enfin, on a institué le plan Marshall pourvoyant à une nouvelle aide financière appréciable de la part des États-Unis. Ces mesures ont donné d'excellents résultats, en ce sens qu'elles ont non seulement écarté les conséquences incalculables d'un effondrement économique et politique, mais aussi constitué un élément essentiel des phases successives de la reconstruction matérielle. Grâce à elles, les peuples de l'Europe occidentale ont pu réaliser un remarquable tour de force, celui de réparer, en quelques années, les dégâts matériels causés par la guerre la plus destructrice de l'histoire.

Bien que la production ait été dans une large mesure rétablie, nous sommes restés aux prises avec un très grave déséquilibre du commerce mondial. Ce qu'on appelle la pénurie de dollars a continué de s'aggraver pour s'étendre à presque tout l'univers. C'est sur la façon de corriger le déséquilibre de plus en plus grave entre les pays du dollar et les autres nations qu'ont porté principalement les pourparlers de Washington. Chacun des participants savait parfaitement les conséquences d'un échec. A moins d'une reprise d'équilibre, le monde libre allait, par la force des choses, se diviser en deux blocs économiques. Et si le monde était ainsi divisé, il ne pouvait y avoir de fondement solide ni durable à la collaboration politique et à la sécurité.

On a abordé le problème en se rendant bien compte que ces deux grandes questions étaient en jeu. Les entretiens ont eu lieu dans une atmosphère idéale de collaboration et de bonne entente. Chaque partie était disposée à reviser son programme à la lumière des rectifications qui s'imposent. Le Royaume-Uni, la zone du sterling et les autres pays non liés au dollar étaient contraints de trouver de nouvelles méthodes et de nouveaux stimulants qui leur permettraient d'assurer l'expansion rapide et notable de leurs avoirs en dollars. D'autre part, les pays liés au dollar seraient contraints de suivre une ligne de conduite permettant d'assurer cet accroissement d'avoirs en dollars, et de supprimer, si possible, tout obstacle à la mise en œuvre d'un tel programme. Le chancelier de l'Échiquier a annoncé, hier, les décisions prises par le gouvernement du Royaume-Uni en vue de la réalisation de cet objectif commun. Le communiqué, publié à la fin des entretiens de Washington, indique clairement la ligne de conduite adoptée par les pays de la zone du dollar. Les députés conviennent sûrement que ces décisions et lignes de conduite représentent un effort pratique de grande envergure en vue d'accroître et d'équilibrer sagement le commerce international dont dépend, dans une si large mesure, la prospérité du Canada.

Je tiens ici à me faire l'interprète de mes collègues, le ministre du Commerce (M. Howe) et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson), et à remercier le chef de l'opposition des paroles bienveillantes qu'il a eues, dans son discours de cet après-midi, au sujet du rôle que nous avons joué dans ces entretiens.

Les dispositions prises par le gouvernement du Royaume-Uni et adoptées ensuite par plusieurs autres pays ont des répercussions immédiates pour le Canada, sans compter les effets qui se feront sentir plus tard. Il est